

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 17 – du 20 avril au 27 avril 2023

### ZOOM SUR : LA STRUCTURE ET LES DÉFIS DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN JORDANIE.

La situation du marché du travail jordanien est dégradée, caractérisée par un chômage massif qui a atteint un niveau record, environ 25 %, pendant la pandémie dont les impacts sur le pays restent profonds. Il touche inégalement la population selon (i) le genre : 20,6 % des hommes sont au chômage contre 31,7 % des femmes, de (ii) la génération : le chômage concerne 47,2 % des 15-24 ans et (iii) les gouvernorats. Le gouvernorat de Mafrq au Nord enregistre au T4 2022 le taux de chômage le plus fort à 27 % alors qu'à Amman il était le moins élevé à 21 %. **Le marché du travail est également marqué par une faible participation**, évaluée à 33 %, notamment chez les femmes (13,7 %). A titre de comparaison la moyenne dans la région MENA se situe autour de 45 % (70 % chez les hommes et 18 % chez les femmes). **Les faibles niveaux de rémunération alimentent la fuite des cerveaux et l'emploi informel.** Le salaire minimum est fixé à 367 USD soit un montant presque deux fois inférieur au seuil de pauvreté absolue par ménage qui était défini à 677 USD par mois avant la pandémie. Au regard du coût de la vie jordanienne, les niveaux de rémunération poussent une grande partie de la population active à migrer ou à cumuler les emplois notamment dans l'économie informelle.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

80%

PART DES FEMMES SANS EMPLOI DIPLÔMÉES  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'emploi fait face à des défis structurels majeurs et croissants. La croissance atone depuis plusieurs années couplée à la faible élasticité croissance/emploi rendent l'équation difficile à résoudre. La croissance, quand elle est élevée, ne suffit pas à faire baisser significativement le chômage. Les secteurs qui y contribuent le plus ne sont souvent pas pourvoyeurs d'emplois de qualité. **La segmentation multiple du marché du travail (public/privé ; formel/informel ; Jordaniens/travailleurs migrants/réfugiés)** comme l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail empêchent une allocation optimale du capital humain.

Les autorités jordaniennes traitent l'urgence mais ne parviennent pas à réformer durablement un marché du travail structurellement défaillant. Au plus fort de la pandémie, les variations de la masse salariale étaient strictement encadrées et plusieurs programmes ont permis la garantie des salaires des emplois formels. Des réformes plus structurelles ont été engagées, notamment dans le cadre du programme FMI, comme les amendements à la loi travail, mais leurs effets ne sont pas encore mesurables. Les objectifs de ces amendements sont de créer un environnement professionnel plus sûr pour les femmes (lutte contre le harcèlement au travail par exemple) et mieux encadrer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. Des efforts sont aussi faits pour permettre une formalisation accrue du travail. La réforme essentielle du secteur public progresse pour l'instant trop peu en raison de sa sensibilité.

Service Économique d'Amman



## RÉGION

### 1. MISE À JOUR DES PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DE LA BANQUE MONDIALE.

La Banque mondiale a publié le 14 avril son rapport biennal [Macro Poverty Outlook](#). Concernant le Proche-Orient, le rapport met en avant une région caractérisée par des perspectives économiques variables, avec des pays en proie à l'instabilité macroéconomique et aux conflits, tandis que d'autres connaissent une croissance supérieure à leur potentiel (L'Irak a notamment profité des cours élevés du pétrole). La région est globalement marquée par une importante inflation (Égypte, Liban, Irak, Syrie), qui a tendance à augmenter le niveau de pauvreté, et qui s'ajoute aux instabilités politiques et aux tensions sociales préexistantes. Les économies de la zone, en particulier les importateurs de pétrole, seraient vulnérables aux pressions financières extérieures, à des prix plus élevés pour les denrées alimentaires et l'énergie et à une fuite accrue des capitaux. Enfin, la région est particulièrement exposée aux risques climatiques et au stress hydrique accru.

l'inflation sur les budgets des ménages. Le gouvernement a prévu d'allouer 127,7 Mds EGP (3,7 Mds EUR) aux subventions alimentaires, soit une hausse de 42 % par rapport au budget 2022/23. Pour mémoire, l'inflation urbaine a atteint 32,7 % en glissement annuel en mars, tirée par la flambée des prix des denrées alimentaires (+62,9 % en g.a.).

### 2. STANDARD & POOR'S REVOIT À LA BAISSA LA PERSPECTIVE DE LA NOTATION SOUVERAINE DE L'ÉGYPTE.

Si S&P maintient la note de crédit de l'Égypte à B, l'agence de notation a révisé sa perspective pour la dette publique égyptienne de stable à négative, avertissant sur le fait que le pays risque de ne pas être en mesure de combler ses importants besoins de financement externe en raison du retard pris dans la mise en œuvre des réformes économiques promises au FMI. S&P rappelle que les mesures politiques doivent être suffisantes en matière de stabilisation du taux de change et de renforcement des entrées de devises étrangères. Les besoins de financement externe sont évalués à 37 Mds USD d'ici la fin de l'exercice budgétaire 2023/24 (respectivement 17 Mds USD en 2022/23 et 20 Mds USD en 2023/24). Selon les prévisions macroéconomiques de l'agence de notation, le déficit budgétaire se creusera à 7,1 % au cours de l'exercice 2022/23, avant de décroître pour atteindre 6,5 % d'ici à l'exercice 2025/26. Concernant le ratio dette publique/PIB, S&P estime qu'il atteindra 94,2 % sur l'exercice en cours pour retomber à 77,4 % d'ici à l'exercice fiscale 2025/26.

### 3. AFD - FINANCEMENT DE L'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE HELWAN.

L'Agence Française de Développement va financer à hauteur de 52 M EUR l'extension de la station d'épuration de Helwan. Le projet prévoit une extension de la capacité de traitement des eaux usées de la station d'épuration d'une capacité actuelle de 550 000m<sup>3</sup>/jour à laquelle s'ajouteront 250 000m<sup>3</sup>/jour permettant d'accompagner la croissance démographique et de répondre aux problèmes de surcharge actuelle. Ce prêt souverain s'ajoute à un financement de la Banque européenne d'investissement de 78 M EUR, à une subvention de l'Union européenne de 25 M EUR déléguée à l'AFD, et à la contribution du gouvernement de 55 M EUR pour un montant total de 210 M EUR.

	2021	2022 <sup>e</sup>	2023 <sup>p</sup>	Différence avec les projections d'octobre 2022 (en ppt)
Égypte	3,3	6,6	4	0
Irak	2,8	7,9	2,8	-0,3
Iran	4,7	2,7	2	-0,2
Israël	8,5	6,3	2,8	..
Jordanie	2,2	2,6	2,4	0,5
Liban	-7	-2,6	-0,5	2,8
Palestine	7,1	3,6	3	0,1
Syrie	-2,9	-3,5	-5,5	0

Source : Banque Mondiale (OCDE pour l'Israël)

Note : e = estimation, p = projection

## ÉGYPTE

### 1. AUGMENTATION DES DÉPENSES SOCIALES EN 2023/2024.

Selon les dernières déclarations du Premier Ministre Madbouli, le gouvernement prévoit d'augmenter les dépenses en subventions et de sécurité sociale de près de 50 % pour l'exercice budgétaire 2023/24 (juillet à juin) afin de compenser l'impact de



#### 4. ACWA POWER - NOUVEAUX FINANCEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CENTRALE SOLAIRE.

Le géant saoudien des énergies renouvelables ACWA Power a annoncé avoir sécurisé des financements à hauteur de 123 M USD de la part de plusieurs bailleurs multilatéraux pour développer un parc solaire de 200 MW à Kom Ombo en Haute Égypte. Ces prêts ont été octroyés par la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (36 M EUR), le Fonds vert pour le Climat (34,5 M EUR), l'Arab Bank (14,8 M EUR), le Fonds de l'OPEP pour le développement international (14,6 M EUR), la Banque Africaine de Développement (14,4 M EUR), et le Fonds énergies renouvelables pour l'Afrique (10 M EUR). La centrale devrait être opérationnelle au troisième trimestre 2024 et alimentera quelque 130 000 foyers dans le pays. Ce nouveau financement fait suite à des prêt-relais de 45 M USD par la Arab Petroleum Investments Corporation (APICORP) et de 14 M USD auprès de la BERD. Pour rappel, l'Agence Internationale de l'Énergie prévoit une hausse de la capacité installée de renouvelable de 65 % d'ici 2027 avec 700 MW de solaire en cours de construction.

## IRAK

#### 1. NOMINATION DU NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IRAQI AIRWAYS.

Le Ministère des Transports a annoncé la nomination de M. Manaf Abdel-Monem au poste de directeur général d'Iraqi Airways. Il avait précédemment occupé des postes de direction au sein de la compagnie, et succède à l'ingénieur Karim Kazim Hussein. Pour mémoire, alors que la compagnie irakienne figure toujours sur la liste noire des transporteurs aériens interdits dans l'Union Européenne, *Iraqi Airways* travaille sur une remise à niveau technique afin de pouvoir répondre aux spécifications requises par l'*Air Safety Committee* (ASC) de la Direction générale de la mobilité et des transports de la Commission européenne (DG MOVE).

#### 2. HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGES

La Banque centrale (BCi) a annoncé que les réserves de changes de l'Irak s'établissent à plus de 110 Mds USD. Pour mémoire, après un creux à 54 Mds USD fin 2020, celles-ci sont sur une trajectoire à la hausse - largement alimentées par les excédents pétroliers - à

62,9 Mds USD fin 2021 puis 96 Mds USD fin 2022. Fin 2022, selon le gouverneur de la BCi, les réserves de changes représentaient déjà l'équivalent de 17 mois d'importations de biens et services, soit un niveau très confortable.

## IRAN

#### 1. HAUSSE DE 11,2% DU COMMERCE EXTÉRIEUR (HORS PÉTROLE) EN 2022-2023.

D'après l'Administration des douanes, les échanges de biens hors pétrole auraient atteint 112,9 Mds\$ en 2022/2023 (+11,2%), poursuivant leur reprise post-Covid. **Le déficit commercial hors pétrole se serait creusé à 6,5 Mds\$ (+47,7%) mais demeurerait plus que compensé par les exportations de pétrole brut et condensats.** Les cinq premiers partenaires commerciaux de l'Iran sur la période seraient la Chine (26,9% du total, +0,3 point de pdm), les Émirats Arabes Unis (21,4% du total, +0,3 point de pdm), la Turquie (12,0% du total, +0,8 point de pdm), l'Irak (9,2% du total, -0,7 point de pdm) et l'Inde (4,4% du total, +1,1 point de pdm). **Au sein des pays européens, l'Allemagne préserve son rang de 4<sup>ème</sup> fournisseur de l'Iran (2,0 Mds\$ d'exportations, +4,2%). La progression des échanges irano-russes est modeste (+3,3% à 2,3 Mds\$),** portée par un accroissement des exportations iraniennes (+28,3%). Les échanges franco-iraniens seraient stables à 270 M\$. Pour mémoire, les statistiques douanières iraniennes doivent être prises avec précaution, dans la mesure où la définition du pays d'origine (à l'import) et de destination (à l'export) est le pays de « la partie à la transaction ».

#### 2. PERTES À L'EXPORT LIÉES À DES COUPURES DE GAZ.

D'après Ahmad Mahdavi Abhari, secrétaire-général de l'Association des employeurs de l'industrie pétrochimique d'Iran, **les exportations d'urée et de méthanol auraient diminué de 2,5 Mt au mois de Farvardin 1402 (21 mars – 20 avril 2023) par rapport à la même période il y a un an en raison de coupures de gaz, entraînant une baisse de 700 M\$ des recettes d'exportation sur ces produits sur un mois.** L'Iran fait face depuis plusieurs années à des déficits ponctuels de gaz, qui ont atteint 300 M m<sup>3</sup> / jour cet hiver. Outre que la consommation progresse plus rapidement qu'une production affectée par des rendements déclinant de 10 Mds m<sup>3</sup> / an sur le champ de South Pars (75% de la production) à partir de cette année, les unités industrielles sont



inefficientes et les équipements de transmission vétustes.

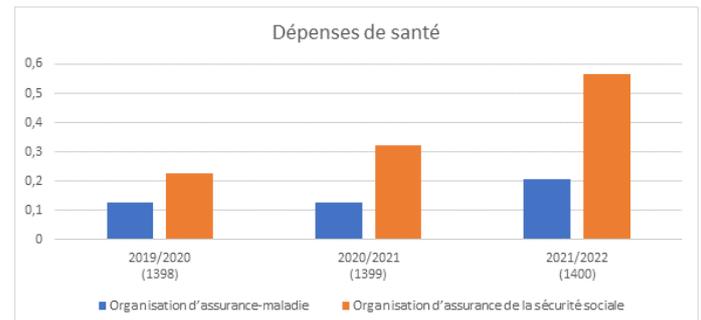
### 3. VERS UN MAINTIEN DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE VERS LA CHINE ?

D'après *Kpler*, après avoir cessé leurs enlèvements de barils d'Oural russes à la veille de l'entrée en vigueur de l'embargo + *price cap* EU-G7, le 5 décembre 2022, les *majors* chinoises comme Sinopec et PetroChina ont repris ces derniers à partir du mois de février. Attirées par une décote allant jusqu'à 14 \$ CIF par rapport au Brent ICE pour des livraisons en mars dans un contexte de reprise de la demande intérieure de carburants de transport, elles ont importé le brut *via* des sociétés de négoce comme Unipec, qui prennent à leur compte le paiement et l'assurance des cargaisons. PetroChina a également importé au moins une cargaison via l'oléoduc reliant l'île de Ma-De (Myanmar) à sa raffinerie de Kunming (province du Yunnan). Dans leur sillage, les gros raffineurs non-étatiques comme Hengli Petrochemical et Jiangsu Eastern Shenghong ont également repris leurs importations d'Oural à partir du mois de mars. **Du fait de la hausse de la demande chinoise et du maintien de la demande indienne à des niveaux très élevés, la Russie a révisé à la baisse sa décote sur l'Oural à -7\$ CIF par rapport au Brent ICE pour des livraisons en juillet (et à -5,5\$ CIF pour l'ESPO), avec deux effets de bord positifs pour les exportations de brut iraniennes : baisse de la décote, ramenée de -13\$ CIF en mars à -11\$ CIF en juillet par rapport au Brent ICE [NDLR : soit une décote équivalente à décembre 2021], et hausse de la demande des raffineries « indépendantes » du Shandong [NDLR : dont la capacité de raffinage est de l'ordre de 3,7 Mb/j], en partie évincées des livraisons russes par les commandes des *majors* chinoises.**

### 4. HAUSSE DE 72% DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2021/2022.

Selon les deux organisations en charge de la sécurité sociale, l'Organisation d'assurance-maladie et l'Organisation d'assurance de la sécurité sociale, au cours de l'exercice 2021/2022, les dépenses de santé engagées par ces deux organismes seraient passées de 0,44 à 0,76 M Mds IRR (+72% en g.a.) dont +61,5% en g.a. (de 0,12 à 0,2 M Mds IRR) pour l'Organisation d'assurance-maladie et +75% en g.a. (de 0,32 à 0,56 M Mds IRR) pour l'Organisation d'assurance de la sécurité sociale. Pour mémoire, l'indice des prix à la consommation du secteur de la santé était de

+32,0% en 2021/2022, de +40,2% en 2020/2021 et de +22,1% en 2019/2020. Après l'allocation de 2,5 Mds \$ au taux de change préférentiel (1\$=42 000 IRR) en 2021/2022, le gouvernement a réformé sa politique afin de verser directement les subventions aux organismes de santé.



### 5. AÉRONAUTIQUE - MAINTENANCE DE 11 AVIONS CLOUÉS AU SOL.

D'après l'Organisation de l'aviation civile, au cours des cent derniers jours, 11 avions cloués au sol (2 Boeing 737, 1 Fokker 100, 1 Airbus A319 et 3 ATR 72) auraient été réhabilités par les sociétés locales. Pour mémoire, en 2021/2022, la flotte aérienne civile comptait 337 avions parmi lesquels 131 Airbus.

### 6. BAISSÉ DE 7,6% DES EXPORTATIONS DES GÉANTS MINIERS.

D'après l'Organisation pour le développement et la rénovation des mines et des industries minières (IMIDRO), en 2020/2023, les exportations des géants miniers (Chadormalu, Gol-e Gohar, NICICO, etc.) auraient été ramenées à 12,3 Mds \$ (-7,6% en g.a.), dont 5,7 Mds \$ pour l'acier (minerai de fer, produits finis et semi-finis), 1,6 Md \$ pour le cuivre et 1,0 Md \$ pour l'aluminium. Les exportations de charbon (0,45 Md \$, +630%) et de boulettes de minerai de fer (0,62 Md \$, +218%) auraient enregistré une hausse importante. Pour mémoire, les géants miniers sont détenus par des banques et des entités publiques non-étatiques et leur bénéfice net aurait été ramené à 3 Mds \$ (-25% en g.a.) sur les neuf premiers mois de l'exercice 2022/2023.

## ISRAËL

### 1. VERS UN DÉFICIT BUDGÉTAIRE EN 2023.

Selon le Ministère des Finances, Israël est entré en déficit budgétaire pour la première fois depuis cinq ans. Le déficit budgétaire annuel s'élèverait à 3,6%



du PIB, soit environ 8,8 Mds USD. Le gouvernement israélien a pris des mesures pour réduire les dépenses publiques, notamment en réduisant la part des salaires des fonctionnaires et en reportant des investissements publics.

### 2. ISRAËL POURRAIT COMPROMETTRE SES OBJECTIFS CLIMATIQUES.

Le gouvernement a annoncé son intention d'utiliser une partie du financement destiné aux transports durables pour l'affecter à la construction d'autoroutes. Le Ministère des Transports a justifié sa décision en arguant réduire de cette manière les embouteillages et stimuler la croissance économique. Cet argument est réfuté par les militants pour la préservation de l'environnement.

### 3. LES VENTES DE LOGEMENTS AU PLUS BAS, LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE AU PLUS HAUT.

Selon le Ministère des Finances, en février 2023 les ventes de logements en Israël ont atteint leur niveau le plus bas depuis 20 ans. Cette baisse est attribuée notamment à l'augmentation des prix de l'immobilier et aux nouvelles réglementations imposées aux investisseurs étrangers.

Paradoxalement, dans le même temps, la population d'Israël atteignait 9,727 millions d'habitants, soit +2,3 % en un an. Depuis la création de l'État en 1948, sa population a été multipliée par 12 et environ 3,3 millions de personnes ont immigré en Israël, dont 1,5 million depuis 1990, pour beaucoup d'origine soviétique. Le Bureau central des statistiques prévoit que la population atteindra 11,1 millions en 2030, 13,2 millions en 2040 et 15,2 millions en 2048. La population reconnue comme juive représente 73,5%, les Arabes chrétiens et musulmans, 21 %, les autres groupes ethnico religieux 5,5 %.

### 4. LE DOLLAR DOMINE LES RÉSERVES DE LA BANQUE D'ISRAËL.

Les réserves de la Banque d'Israël sont passées de 115 à 200 milliards USD en cinq ans (avril 2018 – avril 2023). La part du dollar US domine nettement (61%) et celle de l'euro (20%) ne reflète guère le statut de l'UE en tant que premier partenaire commercial d'Israël. Les autres monnaies de réserve utilisées par Israël sont la livre sterling (5%), le yen (5%), le dollar australien et le dollar canadien (3,5% chacun) et le yuan (2%). La part de la monnaie chinoise ne reflète pas non plus la densité des échanges commerciaux entre la Chine et Israël, en 2022 la Chine avait une

part de marché de 12,2% (devant celle des USA qui est de 9%).

## JORDANIE

### 1. HAUSSE DE REVENUS DU TOURISME AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023.

La Banque Centrale de Jordanie (CBJ) indique que les recettes touristiques du premier trimestre de 2023 ont enregistré une augmentation de +88,4 % par rapport à la même période de 2022. Elles ont atteint 1,67 Md USD lors des trois premiers mois de 2023. Cette hausse résulte d'une croissance de +90,7 % du nombre de touristes dans le Royaume, leur nombre passant de 774 111 au premier trimestre de 2022 à 1,48 M au premier trimestre de 2023. Les dépenses des Jordaniens en matière de tourisme ont également augmenté de +68,4 % au premier trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2022 et se sont élevées à 422,3 M USD.

### 2. FORTE HAUSSE DES EXPORTATIONS EN JANVIER ET FÉVRIER 2023.

Selon le DoS, le déficit commercial a augmenté de +0,2 % en janvier et février 2023 par rapport à la même période de 2022 pour atteindre 1,55 Md JOD (2,18 Mds USD). Cette augmentation résulte d'une hausse des importations de +9 % dont la valeur a atteint 3,01 Mds JOD (4,24 Mds USD) sur les deux premiers mois de 2023 due notamment aux produits pétroliers (16 % des importations, +1,4 %). Quant aux exportations, elles ont augmenté de +20,2 % pour atteindre 1,46 Mds JOD (2,06 Mds USD) en janvier et février 2023, tirées par les engrais (23 % des exportations nationales, +53,7 %), les vêtements (14,7 % des exportations nationales, +17,7 %), la potasse brute (10,5 % des exportations nationales, +7,4 %) et le phosphate brut (6,9 % des exportations nationales, +2,8 %).

### 3. ÉVALUATION DU SECTEUR FINANCIER DE LA JORDANIE PAR LE FMI.

Le conseil d'administration du FMI a conclu avec la Jordanie le *Financial Sector Assessment Program (FSAP)*. Le rapport se base sur un travail conjoint entre le Fonds et la Banque Mondiale effectué de juin à octobre 2022. Le secteur financier jordanien, dominé par les banques, a résisté à plusieurs grands chocs externes (crise financière, printemps arabe, guerre en Syrie, afflux de réfugiés et la pandémie de



COVID-19) depuis le dernier FSAP réalisé en 2008-2009. La conjoncture actuelle (prix élevés de l'énergie et de la nourriture, taux d'intérêt plus élevés) exerce une pression sur les finances des entreprises et des ménages. Malgré cela, le système financier semble globalement résilient. Le rapport évoque tout de même l'exposition élevée des banques à l'État. Compte-tenu de la conjoncture, le Fonds préconise quelques mesures afin de renforcer davantage le cadre de stabilité financière, par exemple, une analyse renforcée de l'interdépendance entre banques et États (*sovereign-bank nexus*) ainsi qu'une surveillance accrue sur les enjeux de lutte contre le blanchiment d'argent et financement du terrorisme.

## LIBAN

### 1. LA BANQUE MONDIALE REVOIE À LA HAUSSE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR LE LIBAN.

Le nouveau rapport de la Banque mondiale les perspectives économiques régionales ([MENA Economic Update](#)) estime une contraction de -2,6% du PIB libanais en 2022, et prévoit une baisse de -0,5% en 2023. Dans son précédent rapport datant d'octobre 2022, la Banque Mondiale estimait une contraction de -5,4% du PIB réel pour 2022. Le PIB libanais serait donc passé, d'après la Banque Mondiale, de 52 Mds USD en 2019 à 21,6 Mds USD en 2022. La Banque estime depuis 2021 une légère amélioration de la consommation privée, avec une hausse de +2,1% en 2021 et +2,2% en 2022, en comparaison d'une baisse de -21,4% en 2020. L'indice PMI s'améliore ainsi progressivement et s'élève en moyenne à 48,4 en 2022 (contre 46 en 2021). La Banque Mondiale alerte toutefois sur la dégradation parallèle des institutions publiques, qui se poursuit. Les recettes de l'État sont en baisse constante depuis 2019, et atteignent aujourd'hui seulement 6% du PIB. Par ailleurs, l'investissement a chuté de -92% entre 2021 et 2022, et une nouvelle contraction de -59% est attendue en 2023. Compte-tenu de l'effondrement de l'appareil statistique national depuis 2020, il convient d'interpréter ces estimations avec précaution.

	2019	2020	2021	2022	2023p
Taux de croissance annuelle	Croissance du PIB				
	-7,2%	-21,4%	-7%	<b>-2,6%</b>	-0,5%
	Inflation (moyenne annuelle)				
	2,9%	84,3%	154,8%	<b>171,2%</b>	165%
en % du PIB	Balance des comptes courants				
	-21,9%	-9,3%	-12,5%	<b>-20,6%</b>	-14%
	Déficit fiscal				
	-10,5%	-3,3%	1%	<b>0,3%</b>	-0,5%

Source : Banque Mondiale

### 2. HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM DANS LE SECTEUR PRIVÉ.

Depuis le 26 avril 2023, le salaire minimum officiel s'établit à 9M LBP. La dernière majoration fixait le salaire minimum à 2,6M LBP et remonte à octobre 2022. Avant la crise, il était fixé à 675 000 LBP (soit 450\$ au taux officiel) depuis le 1<sup>er</sup> février 2012. Ces récentes augmentations ne permettent pas pour autant de conserver le pouvoir d'achat des salariés du fait de la forte dépréciation continue de la livre libanaise depuis près de trois ans, le salaire minimum se situe aujourd'hui effectivement autour de 90\$/mois (sur la base d'un taux de change 97 000 LBP/\$). À ce montant s'ajoute une allocation transports qui a également été revue à la hausse : 250 000 LBP/jour, au lieu de 95 000 LBP/jour depuis mi-août 2022. La conjugaison du salaire minimum et de l'allocation transports porte le plancher à 15 250 000 LBP (environ 160\$ au taux de 97 000 LBP/\$). Par ailleurs, l'ensemble des salariés du secteur privé devrait bénéficier d'une majoration de leurs salaires de 4,5M LBP, relatif à la hausse du coût de la vie.

## PALESTINE

### 1. LE FMI S'INTÉRESSE AU MARCHÉ DE L'EMPLOI EN PALESTINE.

Au cours des deux dernières décennies, l'économie palestinienne n'a pas créé suffisamment d'emplois pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Ceci alors même que les taux de participation à la population active restaient parmi les plus bas au monde pour les femmes (19%).

Il existe de fortes disparités sur le marché du travail entre les gouvernorats et les villes, reflétant la fragmentation géographique et l'inadéquation spatiale entre la population active et la croissance de l'emploi. L'écart entre le taux de chômage en Cisjordanie (13 %) et dans la bande de Gaza (45%) s'est fortement creusé depuis 15 ans.

Le FMI recommande de faciliter la création d'emplois dans le secteur privé, et notamment dans les secteurs de services marchands à haute productivité, afin d'aider à absorber des nouveaux arrivants sur le marché du travail souvent bien



éduqués. Il suggère également à l'Autorité palestinienne de mettre en œuvre des mécanismes d'incitation pour accroître la participation des femmes au marché du travail.

Pour autant, l'institution juge que les réformes de l'Autorité ne suffiront pas à elles seules à relever les défis du marché du travail, sauf à assouplir les restrictions imposées par Israël à la circulation des personnes et ainsi dynamiser la croissance.

Dans l'ensemble, une forte élasticité de l'emploi à la croissance de 0,7 suggère que de meilleurs résultats sur le marché du travail et une croissance plus élevée iraient de pair.

## 2. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE LA PALESTINE EN PRÉVISION DE LA RÉUNION DE L'AHCL.

En prévision de la réunion annuelle du Comité de liaison ad hoc (AHCL), l'instance de coordination de l'aide internationale à la Palestine, la Banque Mondiale et le FMI ont dressé un bilan des perspectives économiques qui détaille les causes de la décélération de l'économie palestinienne et la crise fiscale.

L'économie palestinienne est confrontée à une myriade de défis de politique économique et les risques abondent. La situation politique et sécuritaire continue de se détériorer. Les finances publiques restent insoutenables, malgré un déficit budgétaire contenu en 2022. Le système bancaire dispose de réserves de fonds propres et de liquidités adéquates, avec des prêts improductifs stables, mais il y a des signes de détérioration de la qualité des actifs et de croissance plus faible des dépôts, alors que les revenus réels des Palestiniens continuent de s'éroder.

Trois recommandations ont été émises :

- ✓ Travailler avec Israël pour faciliter le mouvement et l'accès des biens, des personnes et des investissements dans la zone C.

- ✓ Résorber la crise budgétaire, via une maîtrise de la masse salariale du secteur public, et des économies sur les dépenses de santé et certaines dépenses des collectivités.
- ✓ Renforcer la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, améliorer le cadre normatif financier et la supervision, et, en collaboration avec la Banque centrale d'Israël, élaborer un mécanisme alternatif pour la gestion du shekel et les relations de correspondance bancaire.

## SYRIE

### 1. AUGMENTATION DES DÉPÔTS DU GOUVERNEMENTS DANS LES BANQUES PRIVÉES.

Les banques du secteur privé syrien ont vu leur bilan augmenter en 2022 grâce à une augmentation des dépôts provenant d'entités du secteur public. Les actifs des 15 banques du secteur privé ont atteint 12,5 Mds SYP (ce qui représenterait environ 20% du PIB), en hausse de +18,5% en g.a. Les actifs des 11 banques conventionnelles ont représenté 57,5% du total, tandis que le solde restant est détenu par les banques conformes à la charia. La Syria International Islamic Bank (SIIB) reste la plus grande banque du pays en termes d'actif. Les dépôts, en livres syriennes et en devises étrangères, ont augmenté de +22,4% pour atteindre environ 5,62 Mds SYP, les dépôts dans les banques conventionnelles représentant 71% du total. Les raisons de cette augmentation restent incertaines. Bien qu'ils aient augmenté en termes nominaux, le bilan des banques syriennes du secteur privé s'est considérablement réduit en termes réels et en dollars. Sur la base d'un taux de change moyen de 2 805 SYP/USD, leurs actifs combinés ont atteint 4,45 Mds USD à la fin de 2022, contre 13,40 Mds USD à la fin de 2010, soit une baisse de -68 %.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES. POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION (AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH